

École Louis Pasteur à Saint-Denis (93) Soutien aux 6 enseignant·es réprimé·es

Une fois encore l'Éducation nationale sanctionne des enseignant·es militant·es.

L'ICEM-Pédagogie Freinet dénonce la répression pédagogique dont sont victimes 6 enseignant·es de l'école Louis Pasteur de Saint Denis, et leur apporte son plein soutien.

Ces enseignant·es sont convoqué·es par le DASEN pour consulter leur dossier administratif les 11, 12 et 14 avril. Cette formalité est préalable à la prise d'une décision de mutation dans l'intérêt du service à leur endroit, en pleine année scolaire.

L'équipe de cette école, comptant 19 enseignant·es, travaille depuis de nombreuses années dans un quartier dit « difficile » où elle a su gagner la confiance des parents et l'adhésion des enfants. Leurs prises de positions militantes face aux évaluations de CP et à la disparition insidieuse de la liberté pédagogique, les ont conduit·es à s'opposer collectivement de front à l'administration. Pendant l'année scolaire 2020-2021, l'absence de direction les a amené·es à effectuer le travail de manière collégiale et autogestionnaire.

Depuis la rentrée scolaire 2021, une nouvelle directrice recrutée par la DSDEN a mis à mal le fonctionnement de cette école. Les collègues ont signalé rapidement à l'administration ses manquements et ses agissements ce qui a entraîné une enquête administrative menée à charge contre elles et eux.

Alors que les conclusions de l'enquête n'avaient pas encore été données, un article paru dans un média d'extrême droite calomniait et diffamait nominativement certain·es enseignant·es de l'école, remettant en cause le projet égalité fille-garçon et les positionnements antiracistes et antisexistes de l'équipe.

Une vidéo accompagnant l'article communiquait les numéros de téléphone de certain·es collègues ce qui poussa une partie de l'équipe à demander la protection fonctionnelle. Après la parution de cette vidéo, un nouveau directeur a été nommé permettant de recréer un climat serein de travail.

Au lieu de les protéger et de leur assurer une sécurité sur leur lieu de travail, l'administration choisit de les sanctionner.

En procédant au déplacement administratif de nos collègues en pleine année scolaire, l'institution nie tout le travail mené par ces enseignant·es pour faire vivre le collectif que constitue une école. Par sa décision, l'institution n'a aucune considération pour les élèves et les parents, préférant muter 6 enseignant·es expérimenté·es pour mettre à leur place des contractuel·les en plein milieu d'année.

L'ICEM-pédagogie Freinet dénonce ces pratiques autoritaires et violentes, niant les réalités humaines et les engagements professionnels qui se jouent au quotidien dans nos écoles et nos classes.

Nous pensons au contraire que l'urgence est cruciale pour une véritable formation des enseignant·es contractuel·les lâché·es chaque année par l'institution dans les classes les plus difficiles qui soient, mais aussi pour une véritable politique de recrutement permettant le remplacement systématique de chacune des enseignant·es qui en ont besoin.

Nous pensons aussi que l'urgence est à une véritable refondation de l'école, par ses praticien·nes de terrain, et non par des expert·es hors sol qui n'en ont que le nom, en faveur d'une école émancipatrice pour chaque élève, chaque enfant en tant qu'être humain.

Comme les collègues de l'école Louis Pasteur l'ont écrit dans leur lettre publique « Construire ça prend du temps. Tout détruire, c'est rapide ».

Le Comité d'Animation de l'ICEM-pédagogie Freinet

Anne Dejaune, Chloé Pélissier, Christelle Talbot, Émilie Baron, Marie-Pierre Carraud-Houviez, Florence Arribas, Marie-Pierre Carraud-Houviez, Hélène Careil, Geoffroy Riboulot, Esther Breysse, Jean Tessier, Hervé Allesant, Muriel Quoniam, Sabine Loubet